1

DEPARTEMENT DE SEINE ET MARNE Préfecture de Melun Canton de Nangis



Rue du Cloître – 77720 Champeaux Tel 01 60 66 96 47

Email: secretariat@sirpacsm.fr

REPUBLIQUE FRANCAISE

Envoyé en préfecture le 10/10/2025 Reçu en préfecture le 10/10/2025 Publié le 10/10/2025

ID: 077-257703819-20251006-20251002-DE

Extrait du Registre des délibérations du Comité syndical

Délibération n° 2025-10-02

NOMBI	RE DE DEL	EGUES
En exercice	Présents	Votants
9	5	5

Convocation le:

29 septembre 2025

Délibération :

2025-10-02

POSTE VACATAIRE

Annexe: -

L'an deux-mil-vingt-cinq, le lundi 6 octobre à 18h30, en la mairie de Champeaux, s'est réuni le comité syndical en session ordinaire, sous la présidence de monsieur Jean-Pierre HOLVOET, président du SIRP.

Etaient présents:

Monsieur Jean-Pierre HOLVOET, président du SIRP;

Monsieur Bruno REMOND, maire d'Andrezel;

Monsieur Yves LAGÜES-BAGET, maire de Champeaux;

Monsieur Stéphane HUBERT, représentant de Champeaux;

Monsieur Joël MARTINEZ, vice-président et représentant de St-Méry;

Monsieur Pascal KUBIAK, représentant de St-Méry;

Etaient Absents excusés :

Madame Candice BOYER, représentant d'Andrezel;
Monsieur Xavier MAUBORGNE, représentant d'Andrezel;
Monsieur Hervé CISNAL, représentant de Saint-Méry;

Les conditions de quorum étant remplies, les membres du comité syndical présents peuvent délibérer en exécution du l'article L-2121-17, 20 et 21 du Code général des collectivités territoriales.

Monsieur Yves LAGÜES-BAGET est désigné secrétaire.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de Melun dans un délai de deux mois à compter de sa publication. La juridiction administrative compétente peut également être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Envoyé en préfecture le 10/10/2025 Reçu en préfecture le 10/10/2025

Publié le

ID: 077-257703819-20251006-20251002-DE

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.1111-1, L.1111-2

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 1 ;

Vu la loi n° 84-834 du 13 septembre 1984 relative à la limite d'âge dans la fonction publique et le secteur public ;

Vu le décret n°88-145 du 15 février 1988 pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale, notamment son article 1^{er};

Vu le décret n° 2015-1869 du 30 décembre 2015 relatif à l'affiliation au régime général de sécurité sociale des personnes participant de façon occasionnelle à des missions de service public.

Considérant la nécessité d'avoir recours à des vacataires ;

Entendu le rapport de monsieur le Président du RPI,

Le comité syndical, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

DÉCIDE:

Article 1er:

D'autoriser le Président à recruter un ou des agents vacataires pour la période de l'année scolaire 2025-2026, afin d'assurer les missions suivantes : entretien des locaux, surveillance des élèves, encadrement d'activités périscolaires ;

Article 2:

L'agent vacataire sera rémunéré sur la base d'un taux horaire de 11,88 € brut ;

Article 3:

La dépense correspondante sera imputée sur le budget de l'exercice en cours, chapitre 011 – article 6413 - Rémunérations des vacataires ;

Article 4:

Le Président est chargé de l'exécution de la présente délibération, qui sera transmise au contrôle de légalité de la préfecture et affichée conformément à la réglementation en vigueur.

et délibéré en séance,

065octobre 2025,

Posse extrait certifié conforme, Monsieur Jean-Pierre HOLVOET,

n ' i l crnn

Président du SIRP,